L'Opinion, 4 juillet 2017



A la veille du discours de politique générale du Premier ministre, le président de la République a posé les grands principes qui guideront son action. Et notamment les réformes institutionnelles

La République rêvée de Macron

Congrès de Versailles

Emmanuel Macron a réuni lundi après-midi le Parlement en Congrès à Versailles. Face aux députés et sénateurs, le Président a livré un discours de 1 heure 30. **A défaut de formuler des annonces détonantes, le chef de l'Etat a précisé les contours de sa réforme constitutionnelle.** Le Premier ministre, Edouard Philippe, prononce son discours de politique générale, ce mardi, à 15 heures, à l'Assemblée nationale.

Nathalie Segaunes et Caroline Vigoureux

LE CONGRÈS DE VERSAILLES est toujours un spectacle en soi, et celui convoqué lundi par Emmanuel Macron n'a pas fait exception à la règle. Des dizaines de parlementaires qui dégainent dans un même geste leur téléphone portable et immortalisent silencieusement le Président marcheur qui vient juste d'arriver à la tribune. Des vaisseaux parfois amiraux, commandés par l'entre-alphabétique, comme celui de l'ancien Premier ministre Manuel Valls (élite des nouveaux jeunes) et du nouveau député PS des Landes et ancien directeur de cabinet adjoint de François Hollande, Boris Vallaud, époux de Najat Vallaud-Belkacem... Et puis une attention qui se relâche inévitablement dans les travées, au fil des 90 minutes d'un discours hyptotique. « C'est le discours du roi nommé », osa lâcher un parlementaire à la cantonade, à l'attention de ses collègues. « La messe était un peu longue », balance en sortant un député PS.

Si les députés communistes et ceux de La France insoumise ont séché la séance, les présents semblent eux, ravis d'être là, Marine Le Pen exemptée. Aller à Versailles est toujours un petit événement dans la vie d'un parlementaire. « Je suis content d'être venu, confie ainsi Philippe Gosselin, député LR de la Manche. C'est la ministre des Couvoisies républicaines. »

« Un discours en même temps » Mais sur le fond, la première adresse du Président à la représentation nationale n'a pas convaincu tout le monde. « Il a voulu donner de la solennité à un discours qui n'est que la recette de celui qui a fait la fortune du candidat Macron », cingle Olivier Faure, patron du groupe Nouvelle Gauche. « C'était un discours en même temps cohérent et en même temps insensé », ironise Olivier Falorni, député non-inscrit. « Quand François Hollande était venu après les attentats, il y avait une chape de plomb. On était prêts à écouter le Président, on avoisine la sécurisation de l'Oise et filloniste de la première heure Caroline Cayeux. Là, on a vite compris qu'il déclinait son programme ». « Un coup de com' à 150 000 euros pour pas grand-chose », acquiesce le député LR de l'Aisne, Damien Abad.

Il est vrai que les principales mesures annoncées par Emmanuel Macron ce lundi sont toutes déjà connues : baisse d'un tiers du nombre de parlementaires, introduction d'une dose de proportionnelle (« Oui, mais quelle dose ? dit le député socialiste Jean-Pierre Sueur), limitation du cumul des mandats dans le temps, suppression de la Cour de justice de la République, réduction du nombre de lois pour mieux les contrôler et les évaluer, renforcement du rôle du Conseil supérieur de la magistrature...

Certains parlementaires apprécient peu d'être placés sur le même plan que les membres du Conseil économique,

●●● Pages 2 et 3

Phoca PDF